



# LE MODÈLE SOCIAL EUROPÉEN

## Peut-on encore se le permettre dans une économie mondialisée?



© Shutterstock, rclassen

### Introduction

L'UE ne représente que 7 % de la population mondiale et 20 % du PIB mondial, mais prend à son compte au moins 40 % du total des dépenses publiques en matière de protection sociale. Si le modèle social européen est une réussite unique en son genre, dont personne ne remet en question l'existence, la question de sa viabilité à long terme suscite de nombreux débats.

L'Europe dispose déjà d'un niveau de sécurité sociale remarquable par rapport au reste du monde. Tandis que 80 % des Européens peuvent bénéficier d'allocations de chômage en cas de besoin; seuls 30 % de la population mondiale est dans ce cas. Si l'on examine le nombre de jours de congés payés auxquels les travailleurs ont droit, l'Europe se situe également à un niveau élevé par rapport à d'autres pays.

Selon un rapport de l'OCDE, les Européens disposent d'un minimum de 20 jours de congés payés, hors jours fériés. Aux États-Unis, il n'y a ni congés payés minimaux légaux ni jours fériés payés. Au Japon, le droit à congé initial est de 10 jours par an et il n'existe aucune disposition légale relative au paiement des jours fériés.

Dans le même temps, l'Union européenne est de plus en plus en retard par rapport à ses concurrents mondiaux dans des domaines tels que la R&D et l'innovation. D'usine du monde, la Chine se transforme en un acteur moderne et très avancé dans des domaines tels que les technologies vertes et l'intelligence artificielle. Selon le récent tableau de bord européen de l'innovation 2018, la Chine a stimulé son innovation à un rythme trois fois plus rapide que l'UE.

La manière dont le commerce mondial est organisé est en train de changer sous l'effet de décisions récentes prises de l'administration américaine, et l'ordre mondial, tel que nous le connaissons, est ébranlé.

Tous ces facteurs ont une incidence significative sur la compétitivité de l'Union européenne. Selon un classement récent établi dans ce domaine par le Forum économique mondial, après le Brexit, seuls 4 des 10 pays les plus compétitifs du monde seront dans l'UE.

La société européenne est vieillissante: d'ici 2030, l'Europe aura la société la plus âgée dans le monde. D'ici 2050, l'on prévoit que plus de 28 % des citoyens de l'UE auront plus de 65 ans, alors qu'actuellement ils sont moins de 20 %. Dans ces conditions, le maintien du niveau actuel de sécurité sociale constituera un défi encore plus difficile à relever.

Dans ce contexte, les débats sur les questions sociales (que ce soit au niveau européen ou national) doivent prendre en compte le fait que la viabilité du modèle social européen dépend de l'amélioration de la compétitivité de l'Europe. Les considérations économiques doivent faire partie intégrante des discussions concernant la dimension sociale. Nombre de ces questions devraient être traitées au niveau de l'UE, mais sans que cela donne lieu nécessairement à une harmonisation de la réglementation. La diversité est souvent un atout dans ce cas et le principe de subsidiarité doit être respecté.

## Politique sociale: les chiffres à l'encontre de la perception

Selon une récente enquête Eurobaromètre, les citoyens de l'UE considèrent que les principaux défis auxquels est confrontée actuellement l'Union européenne sont les questions du chômage, des inégalités sociales et des migrations. Cette perception contraste fortement avec le fait que l'Europe reste l'une des régions où le niveau de pauvreté est le plus faible au monde et où le niveau de protection sociale est le plus élevé.

Le sentiment croissant d'exclusion parmi les citoyens et la perte du sentiment d'appartenance au projet européen conduisent à une montée du populisme et ne peuvent être ignorés par les décideurs politiques. Les préoccupations des citoyens doivent être prises en compte.

Ce sentiment de vulnérabilité pourrait être surmonté en renforçant la résilience économique. Aucun système social ne peut fonctionner correctement sans une économie qui fasse de même. Le défi consiste à combiner de manière équilibrée les dimensions économiques et sociales.

## Comment financer la politique sociale dans une monde économique en pleine mutation?

La compétitivité de l'UE trouve sa source dans des entreprises performantes. Étant donné l'élévation du niveau des ressources nécessaires pour maintenir le niveau actuel de protection sociale, l'UE doit augmenter à la fois la base de son financement (faisons croître l'économie) et sa productivité.

La stabilité de l'environnement des entreprises est nécessaire à la poursuite de la croissance économique. Les grandes tendances telles que la révolution numérique, les mégadonnées, l'internet des objets et l'industrie 4.0 donnent naissance à un grand nombre de nouveaux modèles économiques et débouchés commerciaux. Ce n'est qu'au moyen d'un cadre réglementaire favorable à ces évolutions que l'Europe pourra en tirer suffisamment profit et renforcer sa compétitivité.

Stimuler l'innovation est l'un des leviers permettant d'améliorer la productivité et la compétitivité de l'Europe. Cela nécessite une réglementation favorable, flexible et qui ne la décourage pas. L'innovation et la R&D nécessitent également des investissements accrus. Pour ce faire, il convient de mettre en place un cadre approprié pour des partenariats public-privé et des coopérations européennes. Les grands projets de recherche ne peuvent être financés que par une coopération au niveau de l'UE. S'agissant de l'innovation, l'un des défis auxquels nous sommes confrontés est celui des mentalités: l'Europe doit devenir moins allergique au risque.

Les possibilités offertes par la poursuite du développement des échanges ont également été mentionnées comme un facteur important pour stimuler la compétitivité. Alors que la coopération avec les États-Unis est mise à rude épreuve en raison de la situation politique, les liens économiques avec le Canada, la Corée du Sud et le Japon sont en plein essor. La politique commerciale actuelle de l'Union européenne, axée sur des accords de libre-échange modernes, pourrait accroître l'avantage concurrentiel européen en créant un réseau commercial dont le centre de gravité serait l'UE.



Un autre facteur influençant la compétitivité de l'Europe est la persistance d'obstacles au marché unique, qui empêchent de tirer pleinement parti des possibilités d'affaires découlant de l'existence d'un marché de plus de 500 millions de consommateurs. Les tendances protectionnistes qui sont apparues récemment dans l'UE (à savoir le débat sur le détachement de travailleurs) mettent en péril le marché unique existant. En outre, il n'existe toujours ni marché unique numérique européen, ni marché du capital-risque. Ces lacunes doivent être comblées.

## Une main-d'œuvre qualifiée et résiliente

Une main-d'œuvre bien formée contribuera à la pérennité du modèle social européen. Mieux l'enseignement reçu et les formations acquises répondront à la réalité du marché du travail, plus les chances de trouver un emploi seront élevées. Par conséquent, en améliorant les systèmes d'éducation et de formation et en les adaptant aux besoins des employeurs, nous serons en mesure d'accroître l'emploi et de réduire ainsi les charges pesant sur le système social.

Bien que l'Europe dispose d'une main-d'œuvre hautement qualifiée, un déficit de compétences apparaît, en particulier dans certains secteurs. Les marchés du travail de demain nécessiteront des compétences différentes et plus complexes. Par exemple, il faudra mettre l'accent sur les compétences numériques, mais aussi sur les compétences non techniques, telles que la créativité, la résolution de problèmes et la communication.

L'automatisation robotique et le développement de l'intelligence artificielle auront un impact significatif sur l'avenir du travail. Tandis que certains emplois seront automatisés et disparaîtront, d'autres verront le jour sous l'effet du développement technologique. Le nombre total de lieux de travail devrait augmenter, mais la main-d'œuvre devra s'adapter au changement, non seulement au stade de l'enseignement, mais aussi pendant toute la vie active des travailleurs.

Les marchés du travail de l'avenir nécessiteront un apprentissage tout au long de la vie et retarderont également le moment du départ à la retraite. Nous devrions concevoir nos systèmes de manière à inciter les gens à travailler et à développer leurs compétences afin de rester aptes à l'emploi. Les modèles existants, tels que la formation professionnelle en alternance, font partie de la solution. L'inclusion efficace des migrants sur le marché du travail est également nécessaire en raison de la structure démographique de la société européenne.

En raison du vieillissement de la population, les ressources nécessaires au maintien des systèmes de soins de santé devraient augmenter rapidement. Environ 50 millions d'Européens souffrent de maladies chroniques et quelque 500 000 Européens en âge de travailler meurent chaque année. Pour améliorer ces chiffres, l'Europe doit investir dans les soins de santé en général et dans la médecine préventive en particulier. Investir dans l'amélioration de la santé de la population

en âge de travailler est de nature à réduire considérablement les coûts des soins de santé à l'avenir. Des solutions innovantes rendues possibles par l'automatisation robotique ou la réalité augmentée (santé en ligne, télémédecine, etc.) pourraient conduire à une rationalisation des coûts liés à la santé.

## Le rôle central du dialogue social

Un dialogue social qui fonctionne bien est bon à la fois pour la compétitivité et pour le modèle social. Sans dialogue suffisant, la confiance ne peut s'établir entre les employeurs, les salariés et l'État. Cela pourrait conduire à des législations répressives de nature à entraver le développement des entreprises et, par conséquent, à limiter les possibilités pour les salariés.

Le débat sur l'avenir du modèle social européen ne peut se tenir qu'au niveau européen. Il devrait associer les échelons national et régional. L'échange d'expériences et de bonnes pratiques au niveau local pourrait contribuer à l'élaboration des politiques aux échelons national et européen.

Il convient également de mentionner que la responsabilité sociale des entreprises s'inscrit dans la planification durable et constitue un élément important de la stratégie des entreprises. Par ailleurs, l'entrepreneuriat social est en pleine croissance, souvent grâce à des synergies dynamiques et flexibles avec la société civile, les organisations internationales, les établissements universitaires et les institutions publiques. L'UE doit faciliter ce processus, notamment en formant les citoyens à la responsabilité sociale.

## Que faudrait-il faire sur le plan politique?

- Préserver les valeurs du modèle social européen, mais l'adapter aux conditions actuelles.
- Maintenir un juste équilibre entre les considérations sociales et économiques.
- Créer un cadre propice à la concurrence pour stimuler la productivité dans l'UE. Cela permettra de conserver un bon équilibre entre les intérêts économiques, sociaux et environnementaux.
- Se concentrer sur l'avenir du travail et ses conséquences.
- Avoir une vision et faire preuve du courage nécessaire pour faire de l'Europe une puissance autonome dans un contexte mondial en mutation.
- Accélérer la réforme des systèmes éducatifs afin de les adapter aux exigences du futur.
- Prendre sérieusement en considération les préoccupations des citoyens en matière d'inégalité, de chômage et de migration.
- Encourager et mettre en place des plateformes de dialogue social.





**EFNI**

EUROPEAN FORUM  
FOR NEW IDEAS

**Le présent document présente une synthèse du débat sur le thème «Le modèle social européen. Est-il encore viable dans un contexte mondialisé?», qui s'est tenu à Sopot, en Pologne, le 27 septembre 2018. La table ronde était organisée par le groupe des employeurs du CESE dans le cadre du Forum européen des idées nouvelles.**



**Comité économique et social européen**  
**Groupe des employeurs**

## À propos du groupe des employeurs

Le groupe des employeurs réunit des entrepreneurs et représentants d'associations d'entrepreneurs qui exercent leurs activités dans l'industrie, le commerce, les services et l'agriculture au sein des 28 États membres de l'Union européenne. Ses membres s'engagent à mettre leur expérience au service de la poursuite du projet européen.

Le Comité économique et social européen est la seule institution européenne où siègent des entrepreneurs et d'autres acteurs pleinement engagés dans la vie économique et sociale de leur pays. Il garantit que la voix des entreprises soit entendue au niveau européen.



**Comité économique et social européen**

Rue Belliard 99 • 1040 Bruxelles • BELGIQUE  
Responsable d'édition: unité "Visites et Publications" • EESC-2018-86-FR  
[www.eesc.europa.eu](http://www.eesc.europa.eu)

© Union européenne, 2018

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

Toute utilisation ou reproduction de chacune des photographies est soumise à une autorisation préalable à demander directement aux détenteurs de leurs droits d'auteur.



FR



Print  
QE-03-18-396-FR-C  
ISBN 978-92-830-4227-3  
doi:10.2864/855167

Online  
QE-03-18-396-FR-N  
ISBN 978-92-830-4228-0  
doi:10.2864/783186